

menter» leurs activités pour que chacun conçoive qu'il n'y a pas qu'à administrer au mieux son département particulier, mais que cela doit être le souci de tous d'aider à un développement plus harmonieux de nos activités économiques.

Cette responsabilité doit être partagée également par toutes les corporations de la Couronne et les sociétés, comme la Société générale de financement, l'UCC, qui doivent avoir pour mission, non seulement l'amélioration globale de leur secteur en particulier, mais un souci de régionalisation et de décentralisation.

Si personne n'a ce mandat et qu'il n'y a que des efforts dispersés, on ne viendra nécessairement jamais à bout de ce grave problème. Il faut aider au regroupement des fermes pour qu'elles aient une rentabilité plus grande. Nos gens sont prêts à cela. Il faut aider au développement des sociétés para-agricoles, à la mise en marché des produits agricoles. Je sais que de nombreuses mesures législatives et de nombreuses personnes s'en préoccupent, et le ministre en particulier.

Il faut aussi encourager le regroupement des municipalités pour faire contrepoids aux grandes concentrations et permettre qu'elles se dotent de l'équipement et de l'infrastructure nécessaires au développement souhaité.

L'éparpillement des entreprises pose également un problème des plus aigus. Il faut corriger cet éparpillement par des primes à la fusion, à la reconversion et à l'implantation industrielle, versées directement et automatiquement à l'entrepreneur qui crée des emplois, et mettre ainsi l'accent sur les primes à l'emploi plutôt que sur les primes au chômage.

Il faut aussi aider d'une façon plus générale l'équipement et l'infrastructure urbains des centres susceptibles d'entraîner un développement industriel.

● (8.50 p.m.)

Il faut aider à la création d'organismes régionaux de développement industriel susceptibles de regrouper les entrepreneurs et des entreprises, de diffuser les renseignements au sujet des services gouvernementaux à l'importation et à l'exportation. Il faut aussi, par des études de projets poussées, diminuer les risques d'investissements des entrepreneurs.

Il y a, pour les employés, des cours de formation qu'on suit déjà avec beaucoup d'intérêt, et c'est peut-être le phénomène le plus intéressant de constater le dynamisme de ces gens, dans des régions défavorisées, et de voir comment ils s'intéressent quand ils ont une lueur d'espoir d'améliorer leur sort, et quels efforts et quels sacrifices ils sont prêts à faire pour leur propre développement et

pour entraîner un développement mieux généralisé de leur milieu.

Chacun conçoit aujourd'hui qu'il n'y aura pas de solution propre à l'agriculture sans qu'on fasse justement cet équilibre économique à travers tout le territoire, parce que l'agriculteur a besoin de cette mise en marché; il a besoin d'un milieu, de centres urbains qui se développent sur son territoire et soient pour lui un débouché pour ses produits; il a besoin, dans bien des cas, de trouver des emplois para-agricoles ou saisonniers dans des industries qui pourraient l'aider à compléter ses revenus et faire en sorte qu'il puisse honorablement faire vivre sa famille. Voilà ce que j'appelle payer la note du progrès.

Il y a énormément de valeurs et de possibilités dans notre territoire. Le père Lebreton disait que nous avons beaucoup à apprendre des pays que nous appelons sous-développés. Il en est ainsi des régions dont il faut revaloriser les qualités et les valeurs fondamentales, et continuer à relever le défi de nos ancêtres qui ont voulu faire de ces «trente arpents de glace et de neige» le deuxième pays le plus industrialisé et dont le standard de vie est le plus élevé au monde.

Le premier ministre du Canada disait:

Au Canada, les pressions viennent du nord et du sud et non de l'est et de l'ouest, car nos limites régionales économiques, sociales et géographiques sont au nord et au sud. Nous avons refusé d'accepter les dictées de la nature, de l'économie et de la géographie. Nous avons édifié dans la partie septentrionale de notre continent un pays qui s'étend d'un océan à l'autre et de la frontière du sud jusqu'à l'océan Arctique. Bien peu de peuples dans le monde auraient pu accomplir cela.

Eh bien, ce défi, nous avons voulu le relever comme pays. Il est aussi vrai lorsqu'il s'agit d'une province; il est aussi vrai lorsqu'il s'agit d'une région. Nous avons sans cesse voulu relever un défi pour bâtir un pays. Je ne vois pas pourquoi, aujourd'hui, nous ne poursuivrions pas ces aspirations profondes pour nous retrancher uniquement sur ce qui va de soi, sur ce qui va seul, en abandonnant des régions périphériques à leur sort sous prétexte que ce serait taxer trop fort le peuple que de vouloir mettre en valeur tout le territoire.

Le peuple veut relever ce défi. Jadis, dans les marécages de l'Ouest, on ne voyait aucune possibilité, et aujourd'hui c'est le grenier du monde; on a découvert un très grand nombre de richesses naturelles qui font notre fierté et notre prospérité.

S'il est un territoire aux richesses naturelles encore en friche, aux ressources hydrauliques impressionnantes, dont la situation géographique en fait la porte d'entrée des marchés de l'Atlantique et débouche sur